

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/AUS/168

4 août 2004

(04-3331)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

## NOTIFICATION

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>AUSTRALIE</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Normes alimentaires Australie/Nouvelle-Zélande (FSANZ)
3.	<b>Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Produits alimentaires en général
4.	<b>Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable:</b> Tous pays. Aliments importés (ou de production nationale) vendus en Australie
5.	<b>Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié:</b> <i>Assessment Reports for Maximum Residue Limits Application A538</i> (Rapports d'évaluation pour la demande A538 relative à des limites maximales de résidus) – 26 pages, en anglais
6.	<p><b>Teneur:</b> La demande vise à modifier le Code australo-néozélandais des normes alimentaires (ci-après dénommé "le code") par l'harmonisation de limites maximales de résidus (LMR) pour la benzocaïne dans les ormeaux et le poisson de manière à assurer leur compatibilité avec d'autres réglementations nationales en rapport avec la sécurité d'utilisation et l'efficacité des substances chimiques à usage agricole ou vétérinaire. Au plan administratif, les LMR contribuent, en conformité avec la pratique internationale, à réglementer l'utilisation des produits chimiques à usage agricole ou vétérinaire. Les LMR permettent de déterminer si des produits chimiques à usage agricole ou vétérinaire ont été utilisés d'une manière conforme aux conditions d'emploi homologuées. De plus, les LMR figurant dans le code représentent à la fois des normes internationales pour le commerce et un moyen de protéger la santé et la sécurité publiques en assurant que les teneurs en résidus chimiques ne sont pas plus élevées qu'il n'est nécessaire.</p> <p>Les LMR prescrites dans le code s'appliquent de manière obligatoire à tous les produits alimentaires d'une classe déterminée, de production nationale ou importés. Les produits alimentaires dont la teneur en résidus d'une substance dépasse la LMR pertinente fixée dans le code ne peuvent légalement ni être mis sur le marché, ni être vendus en Australie.</p> <p>La demande présente des différences par rapport à des LMR, non couvertes dans la norme de la Commission du Codex Alimentarius. Ces LMR peuvent aussi porter sur des substances chimiques utilisées dans la production de produits agricoles faisant l'objet d'échanges commerciaux intenses, et affecter indirectement le commerce des produits alimentaires dérivés entre Membres de l'OMC.</p>
7.	<b>Objectif et raison d'être:</b> <input checked="" type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites

<p><b>8. Norme, directive ou recommandation internationale:</b>  <input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius, <input type="checkbox"/> Organisation mondiale de la santé animale, <input type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> Néant  <b>S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:</b></p>
<p><b>9. Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</b>  <i>Australia New Zealand Food Standard Code</i> (Code australo-néozélandais des normes alimentaires) - Disponible en anglais</p>
<p><b>10. Date projetée pour l'adoption:</b> Communication d'une notification au gouvernement envisagée pour fin 2004, l'adoption (publication au Journal officiel) devant suivre (après examen par le gouvernement)</p>
<p><b>11. Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> Date de publication au Journal officiel après examen par le gouvernement (voir point 10)</p>
<p><b>12. Date limite pour la présentation des observations:</b> 1<sup>er</sup> octobre 2004  <b>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations:</b> <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télex et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:  Food Standards Australia New Zealand (FSANZ)  (Normes alimentaires Australie/Nouvelle-Zélande)  PO Box 7186  Canberra BC ACT 2610 (Australie)  Téléfax: + 61 2 6271 2278  Courrier électronique: <a href="mailto:info@foodstandards.gov.au">info@foodstandards.gov.au</a></p>
<p><b>13. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télex et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme: Documents disponibles sur le site web de FSANZ: <a href="http://www.foodstandards.gov.au/standardsdevelopment">www.foodstandards.gov.au/standardsdevelopment</a>.  Les documents peuvent aussi être obtenus à l'adresse suivante:  The Australian SPS Notification Point (Point notifications SPS australien)  GPO Box 858  CANBERRA ACT 2601 (AUSTRALIE)  Téléfax: +61 2 6272 3678  Courrier électronique: <a href="mailto:sps.contact@affa.gov.au">sps.contact@affa.gov.au</a></p>